

Table des matières

PARTIE I - AGRICULTURE

7 octobre 1886. – CODE RURAL (<i>Mon. 14 octobre 1886</i>)	2	13 février 2006. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les rétributions relatives aux tâches confiées aux Régions par l'Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire (<i>Mon. 27 février 2006</i>)	40
20 juin 1956. – LOI relative à l'amélioration des races d'animaux domestiques utiles à l'agriculture (<i>Mon. 5 juillet 1956</i>)	9	6 octobre 2006. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux conditions sanitaires de la production, du commerce national, des échanges intracommunautaires et de l'importation de sperme porcin (<i>Mon. 27 octobre 2006</i>)	40
2 décembre 1961. – CONVENTION internationale pour la protection des obtentions végétales (<i>Mon. 29 décembre 1976</i>)	10	3 avril 2009. – DÉCRET du Parlement flamand portant l'organisation de la coexistence de cultures génétiquement modifiées et de cultures conventionnelles et biologiques (<i>Mon. 4 mai 2009</i>)	42
2 avril 1971. – LOI relative à la lutte contre les organismes nuisibles aux végétaux et aux produits végétaux (<i>Mon. 20 avril 1971</i>)	11	19 mars 2010. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand relatif à l'organisation de l'élevage d'animaux domestiques utiles à l'agriculture (<i>Mon. 7 mai 2010</i>)	45
23 septembre 1971. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'amélioration de l'espèce bovine (<i>Mon. 29 octobre 1971</i>)	14	28 juin 2013. – DÉCRET du Parlement flamand relatif à la politique de l'agriculture et de la pêche (<i>Mon. 12 septembre 2013</i>)	53
1 ^{er} avril 1976. – LOI relative à l'intégration verticale dans le secteur de la production animale (<i>Mon. 1^{er} mai 1976</i>)	17	27 mars 2014. – DÉCRET du Parlement wallon relatif au Code wallon de l'agriculture (<i>Mon. 5 juin 2014</i>)	60
4 février 1987. – LOI relative à l'établissement d'élevages industriels (<i>Mon. 4 avril 1987</i>)	17	3 avril 2014. – ORDONNANCE du Parlement de la Région de Bruxelles-capitale relative à la coexistence des cultures génétiquement modifiées avec les cultures conventionnelles et les cultures biologiques (<i>Mon. 13 mai 2014</i>) .	99
19 novembre 1987. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la lutte contre les organismes nuisibles aux végétaux et aux produits végétaux (<i>Mon. 8 janvier 1988</i>)	18	3 octobre 2014. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand portant exécution du décret du 28 juin 2013 relatif à la politique de l'agriculture et de la pêche et portant modification de l'arrêté du Gouvernement flamand du 17 novembre 2006 concernant l'organisation, la composition et le fonctionnement du Conseil du Fonds pour l'agriculture et la pêche et fixant le règlement spécial relatif à la gestion, et de l'arrêté du Gouvernement flamand du 12 décembre 2008 relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques (<i>Mon. 3 novembre 2014</i>)	100
25 mai 1992. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux conditions zootechniques et généalogiques régissant la commercialisation d'animaux de race (<i>Mon. 25 juin 1992</i>)	20	5 décembre 2014. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand portant l'application de protection phytosanitaire intégrée par des utilisateurs professionnels de produits phytopharmaceutiques (<i>Mon. 13 janvier 2015</i>)	101
2 septembre 1992. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'amélioration des reproducteurs porcins (<i>Mon. 26 septembre 1992</i>)	21	3 mars 2015. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL (Ministre flamand) portant exécution de l'Arrêté relatif à l'élevage du 19 mars 2010, en ce qui concerne l'élevage des chiens (<i>Mon. 20 avril 2015</i>)	102
20 octobre 1992. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'amélioration des espèces ovine et caprine (<i>Mon. 19 novembre 1992</i>)	22	12 mai 2015. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la mise en œuvre des dispositions relatives au droit d'obtenteur de la loi du 19 avril 2014 portant insertion du livre XI, «Propriété intellectuelle» dans le Code de droit économique et portant insertion des dispositions propres au livre XI dans les livres I, XV et XVII du même Code (<i>Mon. 1^{er} juin 2015</i>)	103
9 décembre 1992. – ARRÊTÉ ROYAL portant des dispositions de police sanitaire vétérinaire concernant la production, le traitement, le stockage, l'usage, les échanges intracommunautaires et l'importation du sperme de bovin (<i>Mon. 6 février 1993</i>)	24	27 août 2015. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon fixant les règles relatives à la conditionnalité en matière agricole, abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2014 fixant les exigences et les normes de conditionnalité en matière agricole et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs (<i>Mon. 1^{er} octobre 2015</i>)	107
10 décembre 1992. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'amélioration des équidés (<i>Mon. 2 février 1993</i>)	26	27 août 2015. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 août 2015 fixant les règles relatives à la conditionnalité en matière agricole, abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2014 fixant les exigences et les normes de la conditionnalité en matière agricole et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs (<i>Mon. 1^{er} octobre 2015</i>)	112
17 mars 1993. – LOI relative à la création d'un Fonds budgétaire pour la production et la protection des végétaux et des produits végétaux (<i>Mon. 28 mai 1993</i>)	29		
19 juillet 1994. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les dates à partir desquelles des redevances ou des rétributions sont versées au Fonds budgétaire pour la production et la protection des végétaux et des produits végétaux (<i>Mon. 6 octobre 1994</i>)	30		
31 janvier 1997. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux conditions zootechniques et généalogiques applicables à l'importation en provenance des pays tiers d'animaux, de spermes, d'ovules et d'embryons (<i>Mon. 23 mai 1997</i>)	30		
2 juin 1998. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux conditions zootechniques et généalogiques régissant l'amélioration et la conservation des races avicoles et cunicoles (<i>Mon. 29 juillet 1998</i>)	30		
7 mai 2001. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux amendes administratives, visées par l'article 5bis de la loi du 2 avril 1971 relative à la lutte contre les organismes nuisibles aux végétaux et aux produits végétaux (<i>Mon. 26 juillet 2001</i>)	33		
10 août 2005. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la lutte contre les organismes nuisibles aux végétaux et aux produits végétaux (<i>Mon. 31 août 2005</i>)	33		
2 septembre 2005. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand relatif au développement des structures d'élevage en Flandre (<i>Mon. 5 octobre 2005</i>)	39		
Édition 2016 (1 ^{er} août 2016) – © Bruylant			
		PARTIE II - CHASSE ET PROTECTION DES OISEAUX	
		28 février 1882. – LOI sur la chasse (<i>Mon. 3 mars 1882</i>)	115

30 juillet 1922. – LOI relevant le droit de timbre établi sur les permis de port d'armes de chasse et de chasse au lévrier et instituant un permis de tenderie aux oiseaux, ainsi qu'une taxe sur les établissements de canardières (*Mon. 31 juillet – 1^{er} août 1922*) 120

18 octobre 1950. – CONVENTION internationale pour la protection des oiseaux, signée à Paris (*Mon. 30 octobre 1950*) 120

24 juin 1952. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant les moyens et les engins autorisés pour la destruction du lapin sauvage (*Mon. 29-30 juin 1952*) 121

14 juillet 1961. – LOI en vue d'assurer la réparation des dégâts causés par le gros gibier (*Mon. 28 juillet 1961*) 121

4 janvier 1963. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 6bis de la loi du 28 février 1882 sur la chasse, tel qu'il a été complété par la loi du 14 juillet 1961 en vue d'assurer la réparation des dégâts causés par le gros gibier (*Mon. 25 janvier 1963*) 121

15 juillet 1963. – ARRÊTÉ ROYAL portant assurance obligatoire de la responsabilité civile en vue de l'obtention d'un permis de port d'armes de chasse ou d'une licence de chasse (*Mon. 3 août 1963*) 121

17 août 1964. – ARRÊTÉ ROYAL réglementant l'emploi des miradors en vue de l'exercice de la chasse (*Mon. 28 août 1964*) 122

11 septembre 1964. – ARRÊTÉ ROYAL réglementant l'emploi de certains projectiles en vue de l'exercice de la chasse (*Mon. 15 septembre 1964*) 122

1^{er} août 1966. – ARRÊTÉ ROYAL réglementant l'emploi de certains projectiles en vue de la chasse du coq de bruyère au balz (*Mon. 11 août 1966*) 122

10 juin 1970. – CONVENTION Benelux en matière de chasse et de protection des oiseaux (*Mon. 19 octobre 1970*) 122

28 février 1977. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la délivrance de permis de chasse et de licences de chasse (*Mon. 30 mars 1977*) 123

25 octobre 1990. – ARRÊTÉ de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-capitale relatif à la protection des oiseaux (*Mon. 27 novembre 1990*) 125

24 juillet 1991. – DÉCRET du Conseil flamand sur la chasse (*Mon. 7 septembre 1991*) 126

22 avril 1993. – ARRÊTÉ de l'Exécutif régional wallon relatif au plan de tir pour la chasse au cerf (*Mon. 8 mai 1993*) 129

4 mai 1995. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon relatif aux permis et licences de chasse (*Mon. 31 mai 1995*) 130

25 avril 1996. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon fixant les conditions de l'offre à la consommation finale, du transport et du stockage de gibier mort en période de fermeture (*Mon. 4 juin 1996*) 132

25 avril 1996. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon accordant des dérogations pour l'exploitation de certains parcs d'élevage d'animaux appartenant aux catégories grand et autre gibiers ainsi que pour l'achat, le transport et la vente de ces animaux d'élevage vivants (*Mon. 6 juin 1996*) 132

18 octobre 2002. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon permettant la destruction de certaines espèces de gibiers (*Mon. 27 novembre 2002*) 133

27 novembre 2003. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon fixant des dérogations aux mesures de protection des oiseaux (*Mon. 23 février 2004*) 136

22 septembre 2005. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon réglementant l'emploi des armes à feu et de leurs munitions en vue de l'exercice de la chasse, ainsi que certains procédés ou techniques de chasse (*Mon. 5 octobre 2005*) 138

25 septembre 2008. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon réglementant le transport de grand gibier mort afin d'en assurer la traçabilité (*Mon. 10 novembre 2008; Err. Mon. 26 novembre 2009*) 138

3 juillet 2009. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand relatif à l'indemnité pour des dommages causés par le gibier ou pour des dommages causés par des espèces protégées et pour modification du chapitre IV de l'arrêté du Gouvernement flamand du 23 juillet 1998 fixant les modalités d'exécution du décret du 21 octobre 1997 concernant la conservation de la nature et le milieu naturel (*Mon. 26 août 2009*) 139

18 octobre 2012. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon fixant les conditions de nourrissage du grand gibier (*Mon. 29 octobre 2012*) 141

25 avril 2014. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand portant l'organisation administrative de la chasse en Région flamande (*Mon. 12 juin 2014*) 142

25 avril 2014. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand établissant les conditions d'exercice de la chasse (*Mon. 12 juin 2014*) 149

PARTIE III - CONSERVATION DE LA NATURE

12 juillet 1973. – LOI sur la conservation de la nature (*Mon. 11 septembre 1973*) 157

2 avril 1979. – ARRÊTÉ ROYAL établissant le règlement de gestion des réserves forestières (*Mon. 9 juin 1979*) 166

28 juillet 1981. – LOI portant approbation de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, et des annexes, faites à Washington, le 3 mars 1973, ainsi que de l'amendement à la Convention, adopté à Bonn le 22 juin 1979 (*Mon. 30 décembre 1983; Err. Mon. 11 juin 2014*) 167

3 mars 1973. – CONVENTION sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction et annexes, faites à Washington (*Mon. 30 décembre 1983*) 168

3 juin 1982. – LOI portant approbation de la Convention sur l'interdiction d'utiliser des techniques de modification de l'environnement à des fins militaires ou toutes autres fins hostiles, et de l'annexe, faites à New York le 10 décembre 1976 et ouverte à la signature à Genève le 18 mai 1977 (*Mon. 2 octobre 1982*) 170

20 décembre 1983. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'application de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (*Mon. 30 décembre 1983*) 170

27 janvier 1984. – ARRÊTÉ de l'Exécutif régional wallon portant interdiction de l'emploi d'herbicides sur certains biens publics (*Mon. 17 février 1984*) 173

16 février 1984. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL fixant les conditions auxquelles les dispositions de l'Exécutif régional wallon du 30 mars 1983 relatif à la protection de certaines espèces d'animaux vertébrés indigènes vivant à l'état sauvage, ne sont pas d'application (*Mon. 16 mai 1984*) 173

21 février 1984. – ARRÊTÉ de l'Exécutif régional wallon relatif à la protection des escargots comestibles indigènes (*Mon. 28 avril 1984*) 174

27 juin 1984. – ARRÊTÉ de l'Exécutif flamand portant des mesures en vue de la conservation de la nature sur les accotements gérés par des personnes morales de droit public (*Mon. 2 octobre 1984*) 174

16 novembre 1984. – ARRÊTÉ de l'Exécutif régional wallon portant exécution des articles 59, 60, 61 et 65, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature (*Mon. 17 avril 1985*) 174

19 avril 1985. – ARRÊTÉ ROYAL portant octroi de dérogations en application de l'article 4 de la loi du 28 juillet 1981 portant approbation de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, et des Annexes (*Mon. 29 mai 1985*) 174

16 juillet 1985. – DÉCRET du Conseil régional wallon relatif aux parc naturels (*Mon. 12 décembre 1985*) 175

17 juillet 1986. – ARRÊTÉ de l'Exécutif régional wallon concernant l'agrément des réserves naturelles et le subventionnement des achats de terrains à ériger en réserves naturelles agréées par les associations privées (<i>Mon. 11 octobre 1986</i>)	177	1 ^{er} mars 2012. – ORDONNANCE du Parlement de la Région de Bruxelles-capitale relative à la conservation de la nature (<i>Mon. 16 mars 2012; Err. Mon. 17 avril 2012</i>)	240
29 avril 1991. – DÉCRET du Conseil flamand fixant les règles générales relatives à l'agrément et au subventionnement des associations écologiques (<i>Mon. 31 mai 1991</i>)	179	PARTIE IV - EAU: COURS D'EAU, PROTECTION ET UTILISATION DE L'EAU	
4 décembre 1991. – ARRÊTÉ de l'Exécutif flamand soumettant à autorisation les modifications apportées à la végétation et aux éléments linéaires et ponctuels (<i>Mon. 24 mars 1992</i>)	179	18 décembre 1946. – ARRÊTÉ-LOI instituant un recensement des réserves aquifères souterraines et établissant une réglementation de leur usage (<i>Mon. 6 mars 1947; Err. Mon. 21 mars 1947</i>)	258
21 octobre 1997. – DÉCRET du Parlement flamand concernant la conservation de la nature et le milieu naturel (<i>Mon. 10 janvier 1998</i>)	181	14 juin 1966. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au recensement des réserves aquifères souterraines (<i>Mon. 6 juillet 1966</i>)	258
23 juillet 1998. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand fixant les modalités d'exécution du décret du 21 octobre 1997 concernant la conservation de la nature et le milieu naturel (<i>Mon. 10 septembre 1998</i>)	200	28 décembre 1967. – LOI relative aux cours d'eau non navigables (<i>Mon. 15 février 1968</i>)	259
26 octobre 2000. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages (<i>Mon. 28 novembre 2000</i>)	209	29 novembre 1968. – ARRÊTÉ ROYAL fixant la procédure des enquêtes de commodo et incommodo et des recours prévus par la loi du 28 décembre 1967, relative aux cours d'eau non navigables (<i>Mon. 24 janvier 1969; Err. Mon. 8 mars 1969</i>)	264
27 juin 2003. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand fixant les conditions d'agrément de réserves naturelles et d'associations de défense de la nature gérant des terrains et portant l'octroi de subventions (<i>Mon. 12 septembre 2003</i>)	211	5 août 1970. – ARRÊTÉ ROYAL portant règlement général de police des cours d'eau non navigables (<i>Mon. 5 novembre 1970</i>)	265
20 novembre 2003. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon sur le contenu du contrat de gestion active (<i>Mon. 26 janvier 2004</i>)	217	26 mars 1971. – LOI sur la protection des eaux de surface contre la pollution (<i>Mon. 1^{er} mai 1971; Err. Mon. 14 juillet 1971</i>)	266
20 novembre 2003. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon relatif aux modalités de la concertation préalable à l'élaboration des contrats de gestion active et à la constatation de l'inexécution des mesures de gestion active (<i>Mon. 26 janvier 2004</i>)	217	26 mars 1971. – LOI sur la protection des eaux souterraines (<i>Mon. 1^{er} mai 1971</i>)	275
20 novembre 2003. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon relatif à l'octroi de dérogations aux mesures de protection des espèces animales et végétales, à l'exception des oiseaux (<i>Mon. 3 février 2004</i>)	218	23 janvier 1974. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les modalités et les délais du recours institué par la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux de surface contre la pollution (<i>Mon. 15 février 1974</i>)	276
21 novembre 2003. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand contenant des mesures d'exécution de la politique naturelle zonale (<i>Mon. 27 janvier 2004</i>)	218	21 avril 1976. – ARRÊTÉ ROYAL réglementant l'usage des eaux souterraines (<i>Mon. 25 juin 1976</i>)	276
23 octobre 2008. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon fixant certaines modalités du régime préventif applicable aux sites Natura 2000 (<i>Mon. 27 novembre 2008</i>)	225	9 juillet 1976. – LOI relative à la réglementation de l'exploitation des prises d'eau souterraine (<i>Mon. 28 août 1976</i>)	278
3 avril 2009. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand désignant des zones de protection spéciales et fixant des objectifs de conservation (<i>Mon. 28 mai 2009</i>)	226	13 juillet 1976. – ARRÊTÉ ROYAL réglementant l'usage des afflux fortuits d'eau souterraine se produisant à l'occasion de l'exploitation des mines autres que les mines de houille, des minières, des carrières et des excavations souterraines (<i>Mon. 21 août 1976</i>)	278
15 mai 2009. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand relatif à la protection et à la gestion des espèces (<i>Mon. 13 août 2009</i>)	228	1 ^{er} octobre 1976. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de la loi du 9 juillet 1976 relative à la réglementation de l'exploitation des prises d'eau souterraine (<i>Mon. 15 octobre 1976</i>)	279
25 novembre 2010. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon fixant les modalités d'octroi des subventions aux commissions de gestion des parcs naturels (<i>Mon. 14 décembre 2010</i>)	234	10 janvier 1977. – LOI organisant la réparation des dommages provoqués par des prises et des pompages d'eau souterraine (<i>Mon. 8 février 1977; Err. Mon. 24 février 1977</i>)	280
25 novembre 2010. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon portant exécution des articles 3, 13, § 2, et 18 du décret du 16 juillet 1985 relatif aux parcs naturels (<i>Mon. 14 décembre 2010</i>)	235	6 décembre 1978. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution des dispositions de la loi du 10 janvier 1977 relative au Fonds d'avances pour la réparation des dommages provoqués par les prises et pompages d'eau souterraine (<i>Mon. 16 décembre 1978</i>)	281
25 novembre 2010. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon portant exécution des articles 14, § 1 ^{er} , 2 ^o , et 16 du décret du 16 juillet 1985 relatif aux parcs naturels (<i>Mon. 14 décembre 2010</i>)	236	24 mai 1983. – LOI relative aux normes générales définissant les objectifs de qualité des eaux de surface à usages déterminés (<i>Mon. 15 juin 1983</i>)	283
24 mars 2011. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon portant les mesures préventives générales applicables aux sites Natura 2000 ainsi qu'aux sites candidats au réseau Natura 2000 (<i>Mon. 3 mai 2011</i>)	236	24 janvier 1984. – DÉCRET du Conseil flamand portant des mesures en matière de gestion des eaux souterraines (<i>Mon. 5 juin 1984</i>)	283
19 mai 2011. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon fixant les types d'unités de gestion susceptibles d'être délimitées au sein d'un site Natura 2000 ainsi que les interdictions et mesures préventives particulières qui y sont applicables (<i>Mon. 3 juin 2011</i>)	237	17 février 1984. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les normes générales d'immission des eaux douces ayant besoin d'être protégées ou améliorées pour être aptes à la vie des poissons (<i>Mon. 30 mars 1984</i>)	288
		17 février 1984. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les normes générales d'immission des eaux de baignade (<i>Mon. 10 avril 1984</i>)	289
		17 février 1984. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les normes générales d'immission des eaux conchylicoles (<i>Mon. 10 avril 1984</i>)	290

22 mars 1984. – ARRÊTÉ de l'Exécutif flamand fixant les modalités de l'échantillonnage dans le cadre de la recherche et de la constatation des infractions au décret du 24 janvier 1984, portant des mesures en matière de gestion des eaux souterraines (<i>Mon. 7 juin 1984</i>)	290	24 juillet 2009. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand portant exécution de l'expropriation d'utilité publique, du droit de préemption, de l'obligation d'achat, l'obligation d'indemnité et la délimitation des zones d'inondation du titre I ^{er} du décret sur la politique intégrée de l'eau du 18 juillet 2003 (<i>Mon. 22 janvier 2010</i>)	423
27 mars 1985. – ARRÊTÉ de l'Exécutif flamand fixant les règles de délimitation des captages d'eau et des zones de protection (<i>Mon. 20 juillet 1985</i>)	291	10 juin 2010. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale relatif à la protection des eaux souterraines contre la pollution et la détérioration (<i>Mon. 17 juin 2010</i>)	428
27 mars 1985. – ARRÊTÉ de l'Exécutif flamand réglementant les opérations susceptibles de polluer les eaux souterraines (<i>Mon. 20 juillet 1985</i>)	292	23 juin 2010. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'établissement d'un cadre pour parvenir à un bon état des eaux de surface (<i>Mon. 13 juillet 2010</i>)	429
26 février 1987. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au recensement des prises d'eau souterraine en Région bruxelloise (<i>Mon. 4 août 1987</i>)	293	24 mars 2011. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale établissant des normes de qualité environnementale, des normes de qualité de base et des normes chimiques pour les eaux de surface contre la pollution causée par certaines substances dangereuses et autres polluants (<i>Mon. 8 avril 2011</i>)	433
18 septembre 1987. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la protection en Région bruxelloise des eaux souterraines contre la pollution causée par certaines substances dangereuses (<i>Mon. 14 octobre 1987</i>)	293	PARTIE V - FORÊTS	
19 juin 1989. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la protection des eaux souterraines contre la pollution causée par les substances dangereuses, nuisibles ou toxiques pour la Région de Bruxelles-Capitale (<i>Mon. 4 juillet 1989</i>)	294	19 décembre 1854. – LOI contenant le Code forestier (<i>Mon. 22 décembre 1854</i>)	437
19 septembre 1991. – ARRÊTÉ de l'Exécutif régional wallon fixant les règles de présentation et d'élaboration des plans communaux généraux d'épouillage (<i>Mon. 27 février 1992</i>)	295	20 décembre 1854. – ARRÊTÉ ROYAL concernant l'exécution du Code forestier (<i>Mon. 22 décembre 1854</i>)	445
18 juin 1992. – ARRÊTÉ de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-capitale établissant le classement des eaux de surface (<i>Mon. 17 juillet 1992</i>)	296	4 mai 1900. – LOI sur le commerce des bourgeons de résineux (<i>Mon. 11 mai 1900</i>)	445
18 décembre 1992. – DÉCRET du Conseil flamand contenant des mesures d'accompagnement du budget 1993 (<i>Mon. 29 décembre 1992</i>)	297	25 août 1900. – ARRÊTÉ ROYAL indiquant les catégories d'agents à qui est conféré le droit de rechercher et de constater les infractions à l'article 1 ^{er} de la loi du 4 mai 1900 sur le commerce des bourgeons de résineux (<i>Mon. 16 septembre 1900</i>)	446
26 avril 1995. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand relatif aux concessions de plage (<i>Mon. 29 août 1995</i>)	298	28 décembre 1931. – LOI relative à la protection des bois et forêts appartenant à des particuliers (<i>Mon. 30 décembre 1931; Err. Mon. 31 décembre 1931</i>)	446
16 avril 1996. – DÉCRET du Parlement flamand relatif aux retenues d'eau (<i>Mon. 1^{er} juin 1996</i>)	299	12 juillet 1952. – LOI autorisant le Roi à soumettre au régime forestier des bois et forêts, propriété des provinces (<i>Mon. 15 août 1952</i>)	446
28 juin 2001. – ORDONNANCE du Conseil de la Région de Bruxelles-capitale relative au Fonds pour le financement de la politique de l'eau (<i>Mon. 13 novembre 2001</i>)	300	13 juin 1990. – DÉCRET FORESTIER du Conseil flamand (<i>Mon. 28 septembre 1990</i>)	447
18 juillet 2003. – DÉCRET du Parlement flamand relatif à la politique intégrée de l'eau (<i>Mon. 14 novembre 2003</i>)	300	6 mai 1999. – LOI visant à promouvoir la création de sociétés civiles de groupements forestiers (<i>Mon. 7 juillet 1999</i>)	462
3 mars 2005. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon relatif au Livre II du Code de l'environnement, contenant le Code de l'eau (<i>Mon. 12 avril 2005; Err. Mon. 21 juin 2005</i>)	314	15 juillet 2008. – DÉCRET du Parlement wallon relatif au Code forestier (<i>Mon. 12 septembre 2008</i>)	462
9 septembre 2005. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand relatif à la classification géographique des systèmes d'eau et à l'organisation de la politique intégrée de l'eau en exécution du titre I ^{er} du décret du 18 juillet 2003 relatif à la politique intégrée de l'eau (<i>Mon. 2 décembre 2005</i>)	406	5 décembre 2008. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand relatif à l'accessibilité des forêts et des réserves naturelles (<i>Mon. 4 février 2009</i>)	469
21 octobre 2005. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand fixant les modalités en matière d'assainissement contractuel d'eaux usées industrielles par une installation publique d'épuration des eaux d'égout (<i>Mon. 5 décembre 2005</i>)	408	27 mai 2009. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon relatif à l'entrée en vigueur et à l'exécution du décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier (<i>Mon. 4 septembre 2009; Err. Mon. 5 novembre 2009</i>)	472
20 juillet 2006. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand fixant les modalités d'application de l'évaluation aquatique, portant désignation des instances consultatives et définissant les modalités de la procédure d'avis pour l'évaluation aquatique, visée à l'article 8 du décret du 18 juillet 2003 relatif à la politique intégrée de l'eau (<i>Mon. 31 octobre 2006</i>)	409	7 juin 2012. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon portant exécution de l'article 7 du décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier (<i>Mon. 25 juin 2012</i>)	477
20 octobre 2006. – ORDONNANCE du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale établissant un cadre pour la politique de l'eau (<i>Mon. 3 novembre 2006</i>)	412	PARTIE VI - MINES ET CARRIÈRES	
7 décembre 2006. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale portant certaines mesures d'exécution de l'ordonnance du 20 octobre 2006 établissant un cadre pour la politique de l'eau (<i>Mon. 11 janvier 2007</i>)	420	15 septembre 1919. – LOIS coordonnées sur les mines, minières et carrières (<i>Mon. 3 mars 1920</i>)	478
23 avril 2009. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale concernant la gestion de la qualité des eaux de baignade (<i>Mon. 28 avril 2009</i>)	421	12 mai 1955. – LOI modifiant les articles 8 et 58 des lois sur les mines, minières et carrières, coordonnées par l'arrêté royal du 15 septembre 1919, et l'article 3 de la loi du 12 juillet 1939 instituant un Fonds national de garantie pour la réparation des dégâts houillers (<i>Mon. 3 juin 1955</i>)	482

28 novembre 1939. – ARRÊTÉ ROYAL n° 83 relatif à la recherche et à l'exploitation des roches bitumineuses, du pétrole et des gaz combustibles . . .	487	8 mai 2009. – DÉCRET du Parlement flamand concernant le sous-sol profond (Mon. 6 juillet 2009)	528
28 novembre 1939. – ARRÊTÉ ROYAL n° 84 portant obligation de déclarer les explorations du sous-sol (Mon. 14 août 1947)	489	15 juillet 2011. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand portant exécution du décret du 8 mai 2009 concernant le sous-sol profond et portant modification de divers arrêtés (Mon. 6 septembre 2011)	543
15 juin 1955. – LOI relative à certains contrats à long terme (Mon. 23 juin 1955)	489	10 juillet 2013. – DÉCRET spécial du Parlement wallon relatif au stockage géologique du dioxyde de carbone (Mon. 3 septembre 2013)	549
31 décembre 1958. – LOIS coordonnées sur les délégués-ouvriers à l'inspection des mines de houille (Mon. 30 janvier 1959)	490	PARTIE VII - PÊCHE FLUVIALE	
15 avril 1959. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la permission d'exploitation des minières. (Mon. 15 juin 1959; Err. Mon. 13 juillet 1959; Err. Mon. 3 octobre 1959)	491	1 ^{er} juillet 1954. – LOI sur la pêche fluviale (Mon. 29 juillet 1954)	556
12 avril 1960. – LOI instituant la fonction de délégué-ouvrier (Mon. 9 juin 1960)	491	20 novembre 1985. – ARRÊTÉ de l'Exécutif régional wallon déterminant les conditions d'autorisation de déversement des poissons dans les eaux soumises à la loi sur la pêche fluviale (Mon. 31 décembre 1985)	558
3 février 1961. – LOIS coordonnées relatives au Fonds national de garantie pour la réparation des dégâts houillers (Mon. 7 mars 1961)	492	11 mars 1993. – ARRÊTÉ de l'Exécutif régional wallon portant exécution de la loi du 1 ^{er} juillet 1954 sur la pêche fluviale (Mon. 20 mars 1993)	558
18 juillet 1975. – LOI relative à la recherche et à l'exploitation des sites-réservoirs souterrains destinés au stockage de gaz (Mon. 14 août 1975)	493	1 ^{er} février 2013. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand portant exécution de la loi du 1 ^{er} juillet 1954 sur la pêche fluviale (Mon. 5 mars 2013; Err. Mon. 19 avril 2013)	561
29 décembre 1975. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les règles et modalités d'octroi d'un permis de recherche ou d'exploitation des sites-réservoirs souterrains destinés au stockage de gaz (Mon. 16 janvier 1976; Err. Mon. 24 mars 1976)	495	27 mars 2014. – DÉCRET du Parlement wallon relatif à la pêche fluviale, à la gestion piscicole et aux structures halieutiques (Mon. 4 juin 2014)	563
29 décembre 1975. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la déclaration d'utilité publique pour l'établissement de bâtiments et installations superficielles nécessaires à la recherche ou à l'exploitation des sites-réservoirs souterrains destinés au stockage de gaz (Mon. 16 janvier 1976; Err. Mon. 24 mars 1976)	495	PARTIE VIII - PÊCHE MARITIME	
7 juillet 1988. – DÉCRET du Conseil régional wallon sur les mines (Mon. 27 janvier 1989; Err. Mon. 19 février 1991)	496	16 novembre 1887. – CONVENTION conclue à La Haye entre la Belgique, l'Allemagne, le Danemark, la France, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas pour remédier aux abus qu'engendre parmi les pêcheurs le trafic des spiritueux dans la mer du Nord, en dehors des eaux territoriales (Mon. 30 avril-1 ^{er} mai 1894)	568
30 avril 1992. – ARRÊTÉ de l'Exécutif régional wallon fixant la procédure et les conditions pour le retrait d'un titre minier (Mon. 17 juillet 1992)	499	2 mai 1891. – DÉCLARATION entre la Belgique et la Grande-Bretagne, en vue de faciliter la procédure pour le règlement des conflits entre pêcheurs anglais et pêcheurs belges dans la mer du Nord, en dehors des eaux territoriales, et de réduire les dommages qu'ils peuvent éprouver par l'effet du contact de leurs appareils de pêche	569
14 juillet 1993. – DÉCRET du Conseil flamand portant création d'un Fonds gravier et réglant l'exploitation de gravier (Mon. 14 octobre 1993; Err. Mon. 17 août 1995)	501	19 août 1891. – LOI relative à la pêche maritime dans la mer territoriale (Mon. 29 août 1891)	569
20 juillet 1994. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand portant exécution du décret du 14 juillet 1993 portant création d'un Fonds gravier et réglant l'exploitation de gravier (Mon. 29 décembre 1994)	507	22 août 1901. – LOI modifiant l'article 13 du décret du 16 décembre 1811, relatif à la pêche des moules (Mon. 25 août 1901)	570
4 juillet 2002. – DÉCRET du Conseil régional wallon sur les carrières et modifiant certaines dispositions du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement (Mon. 9 août 2002)	510	23 septembre 1931. – LOI sur le recrutement du personnel de la pêche maritime (Mon. 25 septembre 1931)	571
27 septembre 2002. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand portant exécution de l'article 15bis du décret du 14 juillet 1993 portant création d'un Fonds gravier et réglant l'exploitation de gravier (Mon. 1 ^{er} novembre 2002)	512	20 octobre 1945. – ARRÊTÉ DU RÉGENT stipulant que tout patron d'un bâtiment pratiquant la pêche maritime doit obligatoirement tenir un journal de bord (Mon. 3-4 décembre 1945)	571
4 avril 2003. – DÉCRET du Parlement flamand relatif aux minerais de surface (Mon. 25 août 2003)	512	25 janvier 1951. – ARRÊTÉ ROYAL réglant la recherche et la cueillette de moules, de naissain de moules, d'escargots et d'autres produits maritimes sur les ouvrages de la côte et des ports du littoral (Mon. 14 février 1951)	571
17 juillet 2003. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon portant conditions sectorielles relatives aux carrières et à leurs dépendances (Mon. 6 octobre 2003)	515	12 avril 1957. – LOI autorisant le Roi à prescrire des mesures en vue de la conservation des ressources biologiques de la mer (Mon. 29 mai 1957)	572
2 octobre 2003. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 4 juillet 2002 sur les carrières et modifiant certaines dispositions du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement (Mon. 24 octobre 2003)	520	29 avril 1958. – CONVENTION sur la pêche et la conservation des ressources biologiques de la haute mer (Mon. 2 février 1972)	573
26 mars 2004. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand portant exécution du décret relatif aux minerais de surface (Mon. 28 juin 2004)	521	9 mars 1964. – CONVENTION sur la pêche et annexes	574
19 mars 2009. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon déterminant la forme et les modalités de l'instruction des demandes de permis exclusif de recherche ou d'exploitation du pétrole et des gaz combustibles, et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées (Mon. 29 avril 2009)	527	1 ^{er} juin 1967. – CONVENTION sur l'exercice de la pêche dans l'Atlantique Nord (Mon. 29 septembre 1976)	575
Édition 2016 (1 ^{er} août 2016) – © Bruylant		15 avril 1977. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de la loi relative à l'exercice de la pêche dans l'Atlantique Nord (Mon. 14 juin 1977)	576

10 octobre 1978. – LOI portant établissement d'une zone de pêche de la Belgique (*Mon. 28 décembre 1978*) 577

14 août 1989. – ARRÊTÉ ROYAL établissant des dispositions nationales complémentaires de conservation et de gestion des ressources de pêche et de contrôle à l'égard des activités de pêche (*Mon. 2 septembre 1989*) 578

21 juin 1994. – ARRÊTÉ ROYAL instituant une licence de pêche et portant des mesures temporaires pour l'exécution du régime communautaire de conservation et de gestion des ressources de pêche (*Mon. 29 juin 1994*) 579

16 décembre 2005. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand instituant une licence de pêche et portant des mesures temporaires pour l'exécution du régime communautaire relatif à la conservation et à l'exploitation durable des ressources halieutiques (*Mon. 23 janvier 2006*) 581

14 décembre 2012. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand établissant un système de points pour des infractions graves en matière de pêche en mer (*Mon. 23 janvier 2013*) 584

PARTIE IX - PROTECTION DES ANIMAUX

20 septembre 1883. – ARRÊTÉ ROYAL contenant règlement d'administration générale pour assurer la surveillance de la police sanitaire des animaux domestiques (*Mon. 21 octobre 1883*) 587

24 janvier 1946. – ARRÊTÉ DU RÉGENT relatif à l'enlèvement des cadavres d'animaux impropres à la consommation (*Mon. 9 février 1946*) 588

21 février 1951. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL relatif à la désinfection des locaux, des emplacements et des objets contaminés par des animaux (*Mon. 29 mars 1951*) 589

10 février 1967. – ARRÊTÉ ROYAL portant règlement de police sanitaire de la rage (*Mon. 25 février 1967*) 589

15 juillet 1985. – LOI relative à l'utilisation de substances à effet hormonal, à effet anti-hormonal, à effet beta-adrénergique ou à effet stimulateur de production chez les animaux (*Mon. 4 septembre 1985*) 591

14 août 1986. – LOI relative à la protection et au bien-être des animaux (*Mon. 3 décembre 1986; Err. Mon. 31 janvier 1987*) 594

24 mars 1987. – LOI relative à la santé des animaux (*Mon. 17 avril 1987*) 602

11 février 1988. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à certains abattages prescrits par un rite religieux (*Mon. 1^{er} mars 1988*) 606

28 novembre 1991. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'expertise et à l'indemnisation des bovins abattus dans le cadre de la police sanitaire des animaux domestiques (*Mon. 19 décembre 1991*) 607

30 octobre 1992. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 29 de la loi du 24 mars 1987 relative à la santé des animaux (*Mon. 8 décembre 1992*) 607

25 avril 1994. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 36, 10^o, de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux (*Mon. 18 mai 1994*) 607

24 juin 1997. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux cotisations obligatoires au Fonds de la santé et de la production des animaux, fixées pour le secteur avicole (*Mon. 15 juillet 1997*) 608

3 octobre 1997. – ARRÊTÉ ROYAL portant des mesures de police sanitaire relatives à la lutte contre certaines maladies exotiques des animaux (*Mon. 15 novembre 1997*) 610

16 janvier 1998. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la protection des animaux pendant l'abattage ou la mise à mort (*Mon. 19 février 1998*) 614

23 mars 1998. – LOI relative à la création d'un Fonds budgétaire pour la santé et la qualité des animaux et des produits animaux (*Mon. 30 avril 1998*) 614

16 avril 1998. – LOI concernant les contestations relatives aux paiements au Fonds budgétaire pour la santé et la qualité des animaux et des produits animaux (*Mon. 8 mai 1998*) 617

10 août 1998. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'agrément des parcs zoologiques (*Mon. 13 novembre 1998*) 617

21 octobre 1998. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL relatif à des mesures spéciales d'identification et d'enregistrement de certaines catégories de chiens (*Mon. 29 octobre 1998*) 619

28 septembre 2000. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux contrôles vétérinaires des produits importés de pays tiers (*Mon. 28 novembre 2000*) 619

13 mai 2005. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les règles de police sanitaire régissant la production, la transformation, la distribution et l'introduction des produits d'origine animale destinés à la consommation humaine (*Mon. 23 mai 2005*) 624

2 septembre 2005. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au bien-être des animaux utilisés dans les cirques et les expositions itinérantes (*Mon. 12 septembre 2005*) 625

10 octobre 2005. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la lutte contre la fièvre aphteuse (*Mon. 17 octobre 2005*) 628

27 avril 2007. – ARRÊTÉ ROYAL portant les conditions d'agrément des établissements pour animaux et portant les conditions de commercialisation des animaux (*Mon. 6 juillet 2007*) 641

3 juin 2007. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'identification et à l'enregistrement des ovins, des caprins et des cervidés (*Mon. 29 juin 2007*) 647

16 juillet 2009. – ARRÊTÉ ROYAL fixant la liste des mammifères non détenus à des fins de production qui peuvent être détenus (*Mon. 24 août 2009*) 649

9 novembre 2009. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux conditions de police sanitaire applicables aux animaux et aux produits d'aquaculture, et relatif à la prévention de certaines maladies chez les animaux aquatiques et aux mesures de lutte contre ces maladies (*Mon. 10 novembre 2009*) 650

23 mars 2011. – ARRÊTÉ ROYAL établissant un système d'identification et d'enregistrement des bovins (*Mon. 15 avril 2011*) 655

3 août 2012. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux conditions sanitaires pour la production, la collecte, le stockage, la mise en place, le commerce national, les échanges intracommunautaires et l'importation d'embryons d'animaux domestiques de l'espèce bovine (*Mon. 27 août 2012*) 659

3 août 2012. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au plan pluriannuel de stérilisation des chats domestiques (*Mon. 28 août 2012*) 661

1^{er} mars 2013. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au bien-être des chevaux et des poneys pendant les kermesses (*Mon. 29 mars 2013*) 661

29 mai 2013. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la protection des animaux d'expérience (*Mon. 10 juillet 2013; Err. Mon. 26 juillet 2013; Err. Mon. 21 janvier 2014*) 662

17 juin 2013. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux conditions de police sanitaire régissant les échanges intracommunautaires et les importations en provenance des pays tiers de volailles et d'œufs à couvrir et relatif aux conditions d'autorisation pour les établissements de volailles (*Mon. 15 juillet 2013*) 668

3 février 2014. – ARRÊTÉ ROYAL désignant les maladies des animaux soumises à l'application du chapitre III de la loi du 24 mars 1987 relative à la santé des animaux et portant règlement de la déclaration obligatoire (*Mon. 11 mars 2014*) 673

28 mars 2014. – DÉCRET du Parlement flamand relatif à la prévention, la surveillance et la lutte contre les maladies chez les animaux vivant à l'état sauvage (*Mon. 17 juin 2014*) 675

25 avril 2014. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'identification et l'enregistrement des chiens (*Mon. 27 juin 2014*) 675

22 mai 2014. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux contrôles vétérinaires applicables aux échanges intracommunautaires de certains animaux vivants et produits (*Mon. 2 juillet 2014*) 679

10 juin 2014. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux conditions pour le transport, le rassemblement et le commerce d'animaux agricoles (*Mon. 8 juillet 2014*) 681

1 ^{er} juillet 2014. – ARRÊTÉ ROYAL établissant un système d'identification et d'enregistrement des pores et relatif aux conditions d'autorisation pour les exploitations de porcs (Mon. 11 juillet 2014)	687	27 novembre 1992. – PROTOCOLE de 1992 modifiant la Convention internationale de 1971 portant création d'un Fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures (Mon. 16 mars 1999)	716
3 septembre 2015. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux modalités d'identification des animaux de compagnie et à la délivrance du passeport pour les mouvements intracommunautaires et la vaccination contre la rage des chiens, chats et furets (Mon. 21 octobre 2015)	692	6 août 1993. – LOI portant approbation et exécution de la Convention internationale portant création d'un fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures, faite à Bruxelles le 18 décembre 1971, et portant exécution des Protocoles à cette Convention, faits à Londres le 27 novembre 1992 et le 16 mai 2003 (Mon. 5 novembre 1993)	718
18 décembre 2015. – ARRÊTÉ ROYAL définissant les conditions de police sanitaire régissant les échanges et les importations de certains animaux vivants et définissant les conditions d'agrément des organismes, instituts et centres (Mon. 18 janvier 2016)	693	19 juillet 1994. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de la loi du 6 août 1993 portant approbation et exécution de la Convention internationale portant création d'un fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures, faite à Bruxelles le 18 décembre 1971, et portant exécution des Protocoles à cette Convention, fait à Londres le 27 novembre 1992 et le 16 mai 2003 (Mon. 16 septembre 1994)	719
18 décembre 2015. – ARRÊTÉ ROYAL définissant les conditions de police sanitaire régissant le commerce national, les échanges et les importations de sperme, d'ovules et d'embryons des ovins et des caprins et définissant les conditions pour les centres de collecte et de stockage de sperme, les équipes de collecte et de production d'embryons et les conditions applicables aux animaux donneurs des espèces ovine et caprine (Mon. 18 janvier 2016)	695	6 avril 1995. – LOI relative à la prévention de la pollution par les navires (Mon. 27 juin 1995)	720
5 février 2016. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand relatif à l'identification et à l'enregistrement des chats (Mon. 3 mars 2016)	696	20 janvier 1999. – LOI visant la protection du milieu marin et l'organisation de l'aménagement des espaces marins sous juridiction de la Belgique (Mon. 12 mars 1999)	720
16 février 2016. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'identification et à l'encodage des équidés dans une banque de données centrale (Mon. 4 mars 2016)	697	22 avril 1999. – LOI concernant la zone économique exclusive de la Belgique en mer du Nord (Mon. 10 juillet 1999)	727
19 février 2016. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand relatif à la protection des animaux au moment de leur abattage ou de leur mise à mort (Mon. 14 mars 2016)	701	12 mars 2000. – ARRÊTÉ ROYAL définissant la procédure d'autorisation d'immersion de certaines substances et matériaux en mer du Nord (Mon. 4 avril 2000)	728
28 avril 2016. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon relatif à l'identification et l'enregistrement des chats (Mon. 12 mai 2016)	701	23 mars 2001. – CONVENTION internationale sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures de soute (Mon. 30 octobre 2009)	729
		21 décembre 2001. – ARRÊTÉ ROYAL visant la protection des espèces dans les espaces marins sous juridiction de la Belgique (Mon. 14 février 2002)	729
		16 mai 2003. – PROTOCOLE DE 2003 à la convention internationale de 1992 portant création d'un Fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures (Mon. 21 décembre 2005)	731
PARTIE X - PROTECTION DU MILIEU MARIN		1 ^{er} septembre 2004. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les règles relatives à l'évaluation des incidences sur l'environnement en application de la loi du 13 juin 1969 sur l'exploration et l'exploitation des ressources non vivantes de la mer territoriale et du plateau continental (Mon. 7 octobre 2004)	734
29 novembre 1967. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la pollution des eaux de la mer par les hydrocarbures (Mon. 4 janvier 1968)	704	1 ^{er} septembre 2004. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux conditions et à la procédure d'octroi des concessions d'exploration et d'exploitation des ressources minérales et autres ressources non vivantes de la mer territoriale et du plateau continental (Mon. 7 octobre 2004)	736
13 juin 1969. – LOI sur l'exploration et l'exploitation des ressources non vivantes de la mer territoriale et du plateau continental (Mon. 8 octobre 1969)	705	23 juin 2010. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la stratégie pour le milieu marin concernant les espaces marins belges (Mon. 13 juillet 2010)	741
29 novembre 1969. – CONVENTION internationale de 1992 sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures (Convention de 1992 sur la responsabilité)/CLC (version consolidée de la CLC 1969 et du Protocole 1992)	706	19 décembre 2012. – LOI portant exécution de Conventions internationales diverses en matière de responsabilité civile pour la pollution par les navires, concernant des matières visées à l'article 78 de la Constitution (Mon. 26 avril 2013)	743
20 juillet 1976. – LOI portant approbation et exécution de la Convention internationale sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures (CLC) et de l'annexe, faites à Bruxelles le 29 novembre 1969 (Mon. 13 avril 1977)	706	17 août 2013. – LOI relative à la prospection, l'exploration et l'exploitation des ressources des fonds marins et leur sous-sol au-delà des limites de la juridiction nationale (Mon. 16 septembre 2013)	744
18 décembre 1971. – CONVENTION internationale portant création d'un Fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures (destinée à compléter la Convention internationale de 1969 sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures) (Mon. 5 novembre 1993)	710	4 octobre 2013. – ARRÊTÉ ROYAL concernant la prospection, l'exploration et l'exploitation des ressources des fonds marins et leur sous-sol au-delà des limites de la juridiction nationale (Mon. 15 octobre 2013)	746
27 novembre 1992. – PROTOCOLE modifiant la convention internationale de 1969 sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures (Mon. 16 mars 1999)	715		